

Un numéro au féminin pluriel

Yvan Leanza

Volume 2, Number 1, 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1077547ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1077547ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Alterstice

ISSN

1923-919X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Leanza, Y. (2012). Un numéro au féminin pluriel. *Alterstice*, 2(1), 1–2.
<https://doi.org/10.7202/1077547ar>

© Yvan Leanza, 2012



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



ÉDITORIAL

Un numéro au féminin plurielYvan Leanza¹

Les femmes chercheuses occupent encore une (trop) petite proportion des postes universitaires (en moyenne 30 % des postes selon l'UNESCO, lorsque les données sont disponibles¹). Dans ce contexte, on peut se réjouir que tous les articles thématiques de ce numéro soient écrits par des femmes. J'aimerais m'arrêter à cet heureux constat. Malheureusement, on pourrait aussi y voir l'indication que les thèmes traités, plurilinguisme et médiation, n'intéresseraient que les femmes, et seraient donc associés à un plus faible capital symbolique. Ce n'est pas du cynisme, mais une lecture critique de la réalité universitaire. Même lorsque leurs effectifs augmentent, les femmes chercheuses sont rarement majoritaires, et lorsque cela arrive c'est principalement dans les lettres et les sciences humaines et sociales, disciplines considérées aujourd'hui par les décideurs comme quasiment inutiles, puisque ne produisant rien en termes de marchandises à valeur ajoutée.

Deux questions découlent de ce constat : (1) quelles sont les conditions de travail des femmes dans le monde universitaire et (2) pourquoi le plurilinguisme et la médiation sont-ils considérés comme des thèmes secondaires? En réponse à la première question, il y a de nombreux ouvrages et articles qui proposent des pistes de réflexions. Je ne m'y attarderai pas, tout en soulignant qu'il serait bon qu'un prochain numéro d'Alterstice contribue à cette réflexion et soit consacré à la place des femmes (dans le monde du travail, dans la famille, dans la vie politique...) dans une perspective interculturelle. L'appel est lancé!

Pour ce qui est de la seconde question, j'ai ma petite idée. Les discours politico-médiatiques mettent souvent l'accent sur la préférence nationale plutôt que sur l'échange et la solidarité, et cette tendance est omniprésente avec la crise économique mondiale. Cela ne se passe pas nécessairement aussi explicitement que lors de la campagne présidentielle en France qui a été marquée par des dérives discursives xénophobes, ou plus récemment au Québec lors de la présente campagne électorale provinciale... Les choix de politiques nationales ou internationales et la promulgation de certaines lois peuvent être tout aussi éloquentes. Au Canada, par exemple, le gouvernement fédéral conservateur a supprimé des centaines de postes dans les services d'immigration : ce sont des milliers de personnes en attente d'un statut qui voient ainsi le délai se prolonger. Il a également supprimé l'aide médicale pour les requérants d'asile déboutés et les personnes en attente d'une décision sur le statut de réfugié. Elles se retrouvent sans possibilité d'être soignées correctement. En Suisse, le parlement tente une fois de plus de renforcer les mesures – déjà parmi les plus sévères d'Europe – contre l'immigration clandestine, les « faux » réfugiés et les personnes déboutées.

¹ Voir par exemple : <http://www.uis.unesco.org/FactSheets/Documents/fs14-women-2011-fr.pdf>

Bref, soutenir la recherche sur une forme ou une autre de métissage et sur les diversités va à l'encontre de ce discours omniprésent. Faire entendre la voix des plurilingues et mettre de l'avant la possibilité (ou non) de médiations dans divers contextes affaiblit les discours monolithiques, dérange la pensée simpliste qui voudrait qu'à chaque « Nation » corresponde un peuple homogène et une langue. À cela s'ajoute l'argument, déjà mentionné, de la futilité de tels thèmes puisqu'ils ne rapportent aucune richesse comptabilisable.

Faut-il rappeler que la majorité des humains parlent plusieurs langues et s'en portent bien? Entamer une discussion ou une négociation/médiation devient alors une activité sociale plus complexe, quoique fort répandue, et qui nécessite plus d'attention pour qu'elle devienne « naturelle ». Les textes de ce numéro nous rapprochent de cet objectif. Mes remerciements vont à Aline Gohard, Myriam Gremion, Josianne Veillette et Patchareerat Yanapasart, les éditrices invitées de ce numéro, pour avoir réuni ces travaux essentiels.

Rattachement de l'auteur

¹Université Laval, Québec, Canada

Correspondance

alterstice@gmail.com

Pour citer cet article :

Leanza, Y. (2012). Un numéro au féminin pluriel [Éditorial]. *Alterstice*, 2(1), 1-2.